

Gambie/Après plus de 22 ans à la tête du pays

Jammeh : exil à Malabo

AFP

Banjul/Gambie

L'EX-PRESIDENT gambien Yahya Jammeh a quitté son pays samedi soir pour s'exiler en Guinée équatoriale via la Guinée, après avoir cédé le pouvoir à Adama Barrow, mettant fin à six semaines de crise politique et déclenchant des manifestations de joie à Banjul.

M. Jammeh, 51 ans dont plus de 22 à la tête du pays, en boubou blanc comme à son habitude, a pris place à bord d'un jet privé qui a décollé peu avant 21h20 locales (22h20 au Gabon) avec à bord le président guinéen Alpha Condé. Il a été salué par une fanfare militaire et acclamé par des partisans regroupés sur le tarmac.

Dans une déclaration lue en son nom samedi soir sur la télévision d'Etat GRTS, l'ex-président a souhaité bon vent à son successeur, élu le 1er décembre mais dont il avait contesté la victoire après l'avoir félicité dans un premier temps.

A la demande de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Adama Barrow est accueilli depuis le 15 janvier à Dakar, au Sénégal voisin, où il a prêté

serment jeudi dans l'ambassade gambienne.

Dans sa déclaration, M. Jammeh a invité "le président Barrow à rentrer immédiatement" pour exercer ses fonctions "de président, chef de l'Etat, chef de l'armée".

Des proches et collaborateurs de M. Jammeh ont aussi quitté Banjul samedi soir, mais dans un avion mauritanien. Cet appareil et le jet privé ont atterri à Conakry vers 22h00 locales (23h00 au Gabon), selon un journaliste de l'AFP présent à l'aéroport et un responsable de la police aéroportuaire.

"NOUS SOMMES LIBRES"

Mais il n'a fait qu'une "escale à Conakry avant de rejoindre la Guinée équatoriale", a indiqué la présidence guinéenne dans un communiqué diffusé dans la nuit de samedi à hier. Cette destination a été confirmée par le président de la Commission de la Cédéao, Marcel Alain de Souza, devant la presse.

M. Jammeh a ensuite embarqué dans un avion spécial dépêché samedi après-midi à Conakry par la présidence équato-guinéenne. Il a décollé de la capitale guinéenne samedi à 23h50, selon un journaliste de l'AFP.

Tout avait été préparé



Photo : AFP

Le désormais ex-président gambien, Yahya Jammeh, a pris samedi soir le chemin de l'exil. Destination : la Guinée Equatoriale.

pour accueillir temporairement M. Jammeh et sa suite en Guinée, "mais il a changé d'avis", sans explication, a-t-on dit.

En apprenant que Yahya Jammeh avait effectivement quitté la Gambie, des habitants de Banjul sont sortis dans les rues, manifestant leur joie, notamment à Grand Banjul (banlieue), selon un correspondant de l'AFP.

"Nous sommes libres maintenant !", a lancé Fatou Cham, 28 ans. Pour Modou Lamin Dumbuya, 25 ans, "Jammeh saura maintenant ce que cela veut dire, d'être réfugié à l'étranger". Ses partisans, eux, louaient

son sens du sacrifice. "Il est parti par amour pour la Gambie, pour le bien de l'Afrique", a dit Basainay Badjie, 42 ans.

Ce départ a été obtenu à l'issue d'une médiation conduite par les présidents mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz et guinéen Alpha Condé, mandatés par la Cédéao (15 pays dont la Guinée mais pas la Mauritanie).

Dans un communiqué, M. Condé "s'est félicité de l'issue heureuse de la crise en Gambie, qui a permis par le dialogue d'éviter un bain de sang".

Dans une déclaration commune publiée peu après le

départ de l'ex-président, la Cédéao, l'Union africaine et l'ONU ont annoncé garantir les droits de Yahya Jammeh, y compris à revenir dans son pays, saluant sa "bonne volonté" pour parvenir à un dénouement pacifique de la crise.

Les trois organisations veilleront à le soustraire, avec les siens, aux tentatives de "harcèlement" et de "chasse aux sorcières". Elles se portent également garantes des propriétés de l'ex-président, de sa famille, des membres de son régime ou de son parti, selon le texte.

• En attendant le nouveau président Barrow.

La Gambie était dans l'attente hier de la prochaine arrivée du nouveau président Adama Barrow après le départ en exil du sortant Yahya Jammeh qui, après six semaines de crise, a donc finalement cédé à la pression militaire et diplomatique de ses voisins ouest-africains.

• Des soldats de la force ouest-africaine accueillis par des vivats.

Des soldats sénégalais de la force ouest-africaine ont été accueillis par des vivats en entrant hier matin en territoire gambien à Farafegny, localité frontalière du Sénégal, ont constaté des journalistes de l'AFP.

A travers le monde

• Afghanistan/Conflit. Les talibans mettent en garde Trump

Les talibans ont lancé hier une mise en garde au président américain Donald Trump l'enjoignant de quitter l'Afghanistan sous peine d'essuyer "une défaite historiquement honteuse".

• Bolivie/Politique. Ils ne veulent pas d'un 4e mandat de Morales

Plus des deux tiers des Boliviens rejettent un quatrième mandat du président Evo Morales, au pouvoir depuis 11 ans, même si la cote de popularité de ce dernier atteint 58%, selon un sondage publié hier par le quotidien El Deber.

• Etats-Unis/Politique. Trump raille les manifestants

Le président américain Donald Trump a raillé hier les manifestants qui ont défilé en masse contre lui la veille en se demandant pourquoi ils n'étaient "pas allés voter" le 8 novembre, avant d'adopter un ton plus conciliant une heure plus tard.

• Inde/Accident. 39 morts dans un nouveau déraillement de train



Photo : AFP

Les secouristes tentaient hier d'extraire des survivants des débris d'un train qui a déraillé dans le sud de l'Inde, faisant au moins 39 morts, dernière catastrophe ferroviaire en date dans ce pays connu pour les problèmes de sécurité de son réseau.

• Israël/Conflit. Relance de la colonisation juive à Jérusalem-Est

Israël a relancé hier la colonisation à Jérusalem-Est en annonçant la construction de centaines de logements, avant un entretien téléphonique entre Benjamin Netanyahu et Donald Trump, le premier depuis la prise de fonctions du président américain.

• Yémen/Combats. Près de 70 morts dans l'ouest

Des combats entre l'armée yéménite soutenue par l'aviation d'une coalition arabe et les rebelles ont fait près de 70 morts en 24 heures dans l'ouest du pays en guerre, où le pouvoir tente de briser le statu quo militaire.

France/Au terme du premier tour de la primaire de la gauche, hier Valls affrontera Hamon pour représenter des socialistes affaiblis à la présidentielle

AFP

Paris/France

Le vainqueur de ce duel n'est cependant pas assuré d'être au second tour du scrutin présidentiel au printemps.

L'ANCIEN Premier ministre Manuel Valls affrontera au second tour de la primaire socialiste Benoît Hamon, représentant de l'aile gauche du parti, arrivé en tête du premier tour hier à moins de cent jours de la présidentielle française.

Le vainqueur de cette primaire, dimanche prochain, n'est pas assuré d'être au second tour de la présidentielle, tant la campagne est dominée par la droite et l'extrême droite.

Ancien ministre de l'Education, Benoît Hamon, 49 ans, a recueilli 35% des suffrages, devant Manuel Valls, 54 ans, tenant de l'aile droite du Parti socialiste, lancé dans la course après la renonciation de l'impopulaire président François Hollande.

Porté par une dynamique dans les sondages, Benoît

Hamon confiait ces derniers jours avoir le "sentiment que (son) heure était arrivée". Sa proposition-phare : un revenu universel de 750 euros (491 250 francs) pour chaque Français.

Le chantre du "Made in France", Arnaud Montebourg, a été distancé avec seulement 18,7% des suffrages, selon des résultats partiels portant sur plus d'un tiers des bureaux de vote. "Dimanche prochain, je voterai Benoît Hamon et je vous invite à faire de même", a-t-il dit en reconnaissant sa défaite.

A l'issue d'une campagne rythmée par trois débats télévisés en huit jours, le scrutin a mobilisé entre 1,5 et 2 millions d'électeurs venus départager sept candidats. Plus de quatre millions de personnes s'étaient déplacés pour la primaire de la droite en novembre.

"Ça ne m'intéresse pas, il y a trop de déception", confiait un père de famille parisien désabusé, qui n'est pas allé voter, contrairement à 2011 pour la première primaire socialiste.

"Aujourd'hui, il y a urgence, on choisira le moins pire", confiait Philippe à Mar-



Photo : AFP

L'ex-Premier ministre Manuel Valls et l'ancien ministre Benoît Hamon (photo de droite) s'affronteront au second tour de la primaire de la gauche, dimanche prochain.



Photo : AFP

seille (sud-est), tandis qu'à Paris, Dominique rappelait le véritable enjeu : "que la gauche soit au deuxième tour de la présidentielle".

En effet, une fois désigné, le 29 janvier, le gagnant de la primaire ne sera pas au bout de ses peines.

Pour l'instant, le second tour de la présidentielle, le 7 mai, semble se diriger vers un duel entre le conservateur libéral François Fillon et le chef de file du parti d'extrême droite Front national Marine Le Pen, sur fond de montée en puissance des courants po-

pulistes en Europe.

"LA FRANCE DOUTE"

Un troisième homme les talonne : Emmanuel Macron. A 39 ans, cet ancien ministre du gouvernement socialiste a décidé de se présenter sans passer par la case primaire et suscite l'affluence dans ses meetings avec son message "ni droite ni gauche", "progressiste" et pro-européen.

Sa candidature en solo, ajoutée à celle du trublion de l'extrême gauche Jean-Luc Mélenchon, en quatrième position dans les

sondages, fait de l'ombre à une gauche socialiste en plein désarroi.

"L'élection présidentielle n'est pas jouée, la France doute, les Français n'ont pas fait leur choix", a voulu rassurer hier soir le patron du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis.

Pour voter, il suffisait de payer un euro (655 francs) et de signer la charte des valeurs républicaines de la gauche.

Manuel Valls s'était dit hier "serein et confiant". Etiqueté favori en décembre, il avait été mis en difficulté pendant la campagne mais misait sur son expérience pour l'emporter. Il aura fort à faire pour convaincre d'ici le second tour dimanche prochain.

Dans la région de Lille, (nord), Richard, 80 ans, a voté sans hésitation pour lui : "C'est celui qui a le plus l'étoffe pour être président". Les quatre autres candidats, l'ancien ministre socialiste Vincent Peillon, la présidente du Parti radical de gauche Sylvia Pinel et deux écologistes, François de Rugy et Jean-Luc Benahmias, ont réuni des scores inférieurs allant 1,6 à 6,4%.